



Rose Christiane Ossouka Raponda

ONE FOREST SUMMIT

Une émissaire du Gabon à Brazzaville

La vice-présidente de la République gabonaise, Rose Christiane Ossouka Raponda, a été reçue hier au Palais du peuple, à Brazzaville, par le président Denis Sassou N'Guesso.

Porteuse d'un message écrit du chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba, à son homologue congolais, elle a rappelé que le Gabon et le Congo entretiennent des relations cordiales et fraternelles. Libreville, la capitale gabonaise, va abriter en mars prochain un rendez-vous international sur les questions environnementales dénommé « One forest summit » auquel le président Denis Sassou N'Guesso prendra part aux côtés d'autres chefs d'Etat.

Page 16

CHÔMAGE

Peu de jeunes insérés dans la vie professionnelle



Quelques jeunes congolais/Adiac

L'enquête sur la transition vers la vie active (ETVA 2022) a révélé, dans son rapport provisoire, que peu de jeunes sont insérés dans la vie professionnelle au Congo. Ce qui justifie le taux élevé du

chômage au niveau de la couche juvénile. Ainsi, ETVA a formulé des recommandations dans la perspective d'aider les pouvoirs publics à changer positivement la tendance. Parmi celles-ci, il y

a l'exploration de sa base de données, la vulgarisation des principaux résultats et enseignements auprès des décideurs et l'amélioration du système d'information sur le marché du travail..

Page 3

MÉDIAS

Les journalistes appelés à défendre leur liberté



Pascal Tsaty Mabiata devant la presse

Le premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), Pascal Tsaty Mabiata, a appelé les journalistes à défendre leur liberté. Il a formulé cette invite le 14 février à Brazzaville au cours de la cérémonie d'échange de vœux avec la presse nationale et internationale.

« Votre noble profession participe, en effet, d'une manière décisive, à la formation de

l'opinion publique », a-t-il souligné avant de rappeler qu'en tant que quatrième pouvoir, la presse a la haute charge et l'impérieux devoir de garantir et de promouvoir la démocratie.

Page 2

FOOTBALL

La Fécofoot en conclave pour la rencontre Congo-Soudan

La double confrontation Congo-Soudan du Sud, prévue en mars dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations, figure parmi les points qui sont débattus au cours des travaux de la deuxième session du Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) ouverts hier à Brazzaville.

« Au cours de cette réunion, nous allons traiter des questions importantes liées aux perspectives du développement durable de la gestion de notre football. Je suis convaincu que grâce à l'esprit pertinent d'ouverture et d'objectivité dont vous ferez preuve dans les débats, notre session connaîtra le plein succès attendu », a indiqué Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot.

Page 16

ÉDITORIAL

Grand Kallé

Page 2

ÉDITORIAL

Grand Kallé

Joseph Athanase Kabaselé Tshamala alias Grand Kallé était l'un des précurseurs de la rumba congolaise moderne. Il a quitté la terre des hommes, il y a quarante ans, en laissant un héritage artistique sans équivalent.

Le 11 février, les autorités politico-administratives et la communauté musicale des deux Congo lui ont rendu un hommage digne de son rang à Kinshasa, lors d'une soirée d'atmosphère mémorable. Et dans les évocations délivrées à cette occasion, les orateurs sont revenus, avec force détails, sur sa riche carrière musicale, ses chansons anthologiques et révolutionnaires.

Grand Kallé était un musicien engagé au sens large du terme. Il a consacré des compositions aussi bien aux Pères de l'indépendance du Congo-Belge, notamment Emery Patrice Lumumba, qu'aux différents héros de la révolution africaine et congolaise.

Son tube immortel « Indépendance Cha-Cha », devenu l'hymne de l'Afrique indépendante a aujourd'hui une renommée mondiale. Il a été écrit lors de la table ronde de Belgique qui constitua le point de départ du processus de l'indépendance du Congo-Belge. Et depuis, dès qu'il est entonné dans des retrouvailles publiques, la fibre patriotique se déclenche automatiquement.

Grand Kallé, comme tout homme, a connu une vie faite des hauts et des bas. Son engagement politique lui a valu des inimitiés. Pourtant couronné de succès durant toute sa carrière, il est mort en 1983 dans l'abandon et l'oubli indicibles.

Mais Surboun African Jazz, son orchestre créé en 1960, aura été un creuset pour de nombreux jeunes musiciens de l'époque devenus de talentueuses virtuoses et continue d'inspirer les générations actuelles. La rumba congolaise moderne lui en est redevable !

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

L'Upads présente ses vœux de Nouvel An à la presse

A l'occasion de la présentation de ses vœux de Nouvel An à la presse le 14 février à Brazzaville, le premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), Pascal Tsaty Mabiala, a demandé à l'ensemble de la presse d'imposer chaque jour son espace de liberté quel qu'en soit le prix.



Pascal Tsaty Mabiala

« Votre noble profession participe, en effet, d'une manière décisive, à la formation de l'opinion publique », a souligné Pascal Tsaty Mabiala, avant de rappeler qu'en tant que détenteurs du quatrième pouvoir, les journalistes ont la haute charge et l'impérieux devoir de garantir et de promouvoir la démocratie. Mission périlleuse en raison des risques que courent les professionnels des médias dans l'exercice de leur métier face à l'extrémisme et à l'intolérance, a-t-il reconnu, rappelant en passant le carnage de talents journalistes à

Paris, le 7 janvier 2015, au siège du Journal français « Charlie Hebdo ». Cette dangerosité est couplée en Afrique avec la volonté du pouvoir politique d'assujettir la presse à un contrôle direct ou insidieux de l'information. « Malgré toutes ces menaces, il vous appartient de protéger votre profession et d'en être fiers car le silence de la presse ou son inaction est un recul de la démocratie », a-t-il exhorté. Le premier secrétaire de l'Upads a félicité l'ancien directeur de Vox TV qui, a-t-il dit, par son attachement aux valeurs du journalisme, a choisi

de défendre la profession et le pluralisme d'opinions.

Pascal Tsaty Mabiala n'a pas manqué de s'interroger sur le nouveau quinquennat du chef de l'Etat. Pour lui, la réponse est somme toute mitigée d'autant plus que les Congolais sont lassés des promesses et des projets qui n'aboutissent pas et donc n'améliorent pas leur quotidien. « Les douze travaux d'Hercule envisagés par le Premier ministre, lors de la présentation de la politique générale de son gouvernement en 2021, pourraient bien ressembler aux graines d'un chapellet dont l'usage est destiné à dire une messe de requiem », a soutenu le premier secrétaire de l'Upads.

Il a également évoqué les affaires dites des biens mal acquis et des panoramas papers qui ont tant défrayé la chronique et demeurent pendantes alors que les Congolais, selon lui, attendent toujours qu'elles soient élucidées. Pascal Tsaty Mabiala est également revenu sur les révélations faites par le Journal français « Libération » dans ses parutions des 11 et 12 janvier 2023, lesquelles révélations font état d'une enquête liée aux activités opaques attribuées à la société de courtage pétrolier Orion Oil, propriété de Lucien Ebata. Au plan international, il n'a pas manqué d'aborder le conflit entre la Russie et l'Ukraine avec son corollaire de victimes.

Jean Jacques Koubemba

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa-RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INSERTION PROFESSIONNELLE

Une enquête dévoile le faible taux d'employabilité des jeunes

La présentation, le 14 février, du rapport provisoire de l'enquête sur la transition vers la vie active, Etva Congo 2022, a peint le tableau sombre du chômage que font face les jeunes congolais scolarisés et non scolarisés.

L'Etva 2022 met en exergue les différents problèmes que rencontre la jeunesse après leur formation professionnelle et académique. Elle évoque également les moyens et processus qui ont permis à certains jeunes d'obtenir un emploi dans les secteurs public et privé. La présentation et la validation de ce document qui se sont déroulées en présence de Hugues Ngouélondélé, ministre en charge de la Jeunesse, de la Formation qualifiante et de l'Emploi et retracent le niveau de l'employabilité sur toute l'étendue du territoire national. L'Etva 2022 s'inscrit, en effet, dans le cadre du programme national de développement 2022-2026 qui fait de la production des données statistiques un élément important. Cette enquête a concerné 4 311 ménages, dont 2 790 en milieu urbain et 1 521 en milieu rural ; 272 zones de dénombrement et 6 536 jeunes de la tranche



d'âge de 5 à 35 ans. Elle a permis d'identifier les principaux défis rencontrés par la jeunesse congolaise lors de sa transition vers le marché du travail. Une manière de permettre au gouvernement d'y apporter des réponses adaptées. Ce document a indiqué, par

exemple, qu'un jeune diplômé sur cinq à un emploi, un jeune diplômé sur quatre est au chômage. « 68% des jeunes souhaitent travailler dans la fonction publique et 17% seulement sont enclins à se lancer dans l'entrepreneuriat. 82% des emplois agricoles sont in-

Quelques jeunes Congolais/Adiac formels et 51% travaillent au sein de l'unité familiale. 65% des jeunes aspirent à quitter l'agriculture, 37% des jeunes ne sont ni en éducation, ni en emploi et ni en formation », a indiqué Auxence Léonard Okombi, directeur général de la formation qualifiante et de l'Emploi.

Cette enquête qui a été lancée en mars 2022 a formulé quelques recommandations, dont l'exploration de sa base de données pour alimenter la connaissance du marché du travail congolais, vulgariser les principaux résultats et enseignements auprès des décideurs pour leur permettre d'adapter et mieux piloter leurs politiques publiques ainsi que l'amélioration du système d'information sur le marché du travail afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.

Le coordonnateur résident du système des nations unies en République du Congo, Chris Mburu, a salué cette initiative qui a permis d'aboutir à un rapport national de l'enquête sur la transition des jeunes vers la vie active en République du Congo puis de recueillir et d'analyser les informations sur les différents défis qui influent sur les jeunes.

Rude Ngoma

AFFAIRES MARITIMES ET FLUVIALES

Le secrétariat permanent attend des avis sur le financement

Le secrétaire permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales (Sepcim-aemec), Eric Olivier Dibas-Franck, a invité le 13 février, à Brazzaville, les membres du groupe technique de travail des experts à faire parvenir sous huitaine leur avis sur le projet de décret portant financement de ladite institution.

Le projet de décret portant financement à propos duquel le Sepcim-aemec attend les avis des experts avait déjà été soumis, le 10 décembre 2021, à l'ensemble des ministres du comité interministériel. « A ce jour, un certain nombre de réponses est encore attendu par le secrétariat permanent », a souligné Eric Olivier Dibas-Franck, dans son mot de circonstance lors de la première réunion du groupe technique de travail des experts près le Sepcim-aemec, le 13 février à Brazzaville. Le but de la réunion a été de poser les bases de travail à mettre en œuvre ensemble dans la perspective de rationalisation des méthodes et des procédures devant garantir l'efficacité ainsi que l'efficience de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales.

En sa qualité de secrétaire des réunions du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Eric Olivier Dibas-Franck a transmis aux membres du gouvernement concerné le condensé de la feuille de route du Premier ministre, président dudit comité pour la période à

venir. Celle-ci facilitera l'accès du secrétariat permanent aux services impliqués ; l'associera lors de l'élaboration des textes juridiques ou des programmes d'investissement touchant à l'Aemec.

De même, il faudrait solliciter le secrétariat permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales sur des questions en rapport avec les thématiques touchant à l'action de l'Aemec ; transposer les approches maritimes dans la mesure du possible au secteur des eaux continentales ; associer le Sepcim-aemec aux réponses à trouver sur les thématiques environnementales et du développement durable ; entreprendre des actions idoines en vue de l'Agenda 2063.

Cette feuille de route préconise aussi d'élaborer la stratégie nationale de la mer et des eaux continentales, à l'initiative des ministères en charge de la Marine marchande, de l'Economie fluviale et de l'Environnement en impliquant les collectivités locales ; de mener une politique de coopération agressive ; d'inscrire dans les



Le Sepcim-aemec en attente des avis sur le financement/Adiac

programmes d'activités des lignes relevant de l'Aemec ; de mettre en place des mécanismes de financement efficace et de concilier l'exigence d'efficacité avec le développement d'une économie bleue durable et harmonisée.

Programme d'activités

Le Sepcim-aemec a élaboré un programme d'activités portant sur trois axes principaux : le renforcement des capacités institutionnelles et administratives, le renforcement de l'offre et des services ainsi que de l'offre de connaissances de l'Aemec, élargie aux experts qui prennent part à la première conférence maritime de la Communauté économique

des Etats de l'Afrique centrale à Kinshasa, en République démocratique du Congo.

Le secrétaire permanent a néanmoins reconnu que plusieurs défis doivent être relevés. Parmi eux, la lutte contre la piraterie, les actes illicites en mer et dans les eaux continentales, la pêche illégale (non autorisée, non réglementée), l'immigration clandestine, la protection de l'environnement, la prise en compte des aires marines protégées et le tourisme bleu.

Pour sa part, le chef d'état-major de la Marine nationale, président du groupe technique des experts, René Nganongo, a présenté le projet de décret relatif aux modalités de finan-

cement de l'Aemec. Ce projet qui n'est pas encore validé assujettit au financement les administrations et structures publiques intervenant en mer ou dans les eaux continentales, les structures privées ayant les intérêts en mer ou dans les eaux continentales.

« Certaines opérations, notamment de surveillance et de sécurité maritimes, fluviales et lacustres sont financées par le budget de l'Etat ainsi que les contributions des administrations et structures publiques ou privées ayant des intérêts en mer et dans les eaux continentales », a indiqué le contre-amiral.

Rominique Makaya



TERMES DE RÉFÉRENCES

Agence de Communication pour la conception et production des matériels de communication d'une campagne de marketing social pour la promotion du poulet local à Ouessou, République du Congo, afin de réduire la consommation de viande sauvage.

Programme SWM - République du Congo

Type de poste : Consultance

Sous la responsabilité de : Coordinatrice adjointe du programme SWM Congo

Date : 10/02/2022

Présentation de l'organisation

Depuis plus de 30 ans, la WCS joue un rôle majeur dans la conservation de la faune et des lieux sauvages en République du Congo, où elle a contribué à la création de 3 des 5 parcs nationaux. La WCS collabore étroitement avec le gouvernement, les acteurs nationaux et les communautés locales pour protéger les riches écosystèmes du Congo.

MISSION

La WCS Congo a pour mission de préserver la biodiversité, favoriser la recherche scientifique, et veiller à ce que les populations locales soient les premières bénéficiaires des efforts de conservation.

VISION

La WCS Congo aspire à un avenir conjuguant intégrité des aires protégées et exploitation raisonnée des ressources naturelles, pour garantir l'épanouissement des écosystèmes autant que des populations, dans un environnement sain et prospère.

SWM Congo - Aperçu du programme

Le Programme de Gestion Durable de la Faune Sauvage (en anglais Sustainable Wildlife Management (SWM)) est une initiative de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) financée par l'Union Européenne (UE) et cofinancée par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et l'Agence Française de Développement (AFD). Au Congo, le projet se focalise sur les concessions forestières qui constituent le bassin d'approvisionnement en viandes sauvages des zones urbaines, y compris la ville de Ouessou. Il est mis en œuvre, dans les villages traditionnels, les villes secondaires et camps forestiers, et enfin dans les villes influençant significativement les flux de viandes sauvages au niveau local.

Le programme SWM vise, entre autres, à fournir des alternatives durables à la chasse et à la consommation de viande sauvage. L'un des piliers pour atteindre cet objectif est la conception d'une campagne de marketing social pour promouvoir la transition alimentaire vers la consommation du poulet local afin de substituer la viande sauvage.

Pour la préparation de cette campagne de marketing social, des activités de recherche ont été menées au préalable afin de comprendre les dynamiques de la filière de la viande sauvage à Ouessou ainsi que les profils des principaux consommateurs, qui sont aussi les audiences cibles de la campagne (Hommes et femmes Congolais habitants à Ouessou âgés d'entre 18 et 27 ans).

La prochaine étape, objet du présent appel d'offre, consiste à capitaliser tous ces résultats de recherche dans la conception et la post production d'une campagne multimédia de marketing social cherchant à promouvoir la consommation du poulet local afin de substituer la viande sauvage. Cette campagne sera lancée à Ouessou en Mars 2023, avec une durée initiale de trois mois.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la campagne multimédia de marketing social visant la promotion du poulet local afin de réduire la consommation de viande sauvage à Ouessou, République du Congo, l'agence de communication sélectionnée sera chargée de :

- Proposer des matériels de marque (Brand Materials) notamment le logo, le slogan, le jingle, la chanson, entre autres ;
- Concevoir et produire les supports de campagne (spots TV, spots radio, panneaux d'affichage, matériels promotionnels, stratégie digitale, etc.) ;
- Assurer le support logistique pour la préparation et implémentation du pre-testing des matériels de la campagne avec les audiences cibles.
- Organiser l'événement du lancement de la campagne à Ouessou ;
- S'occuper de la diffusion des matériels de la campagne sur les différents médias, en tenant en compte les préférences médiatiques des deux segments d'audiences de la campagne ;

Méthodologie

Le travail sera effectué à Ouessou, sous la direction de la coordinatrice adjointe du programme SWM et sous la supervision technique de l'équipe communication du programme SWM et des experts en campagne de marketing social de la WCS.

Les documents publics doivent être approuvés par les quatre partenaires du consortium, et notamment par la FAO qui supervise l'ensemble du consortium. Les révisions des documents pour prendre en compte les commentaires formulés par les partenaires font partie intégrante de la prestation et doivent être prises en compte dans le calendrier de l'agence.

De plus, tous les livrables devront être conformes aux instructions du Guide de Style Visuel du SWM

Programme et aux Directives Éditoriales de la FAO, qui seront fournies à l'agence au début de la prestation

(les éventuelles dérogations à ce document seront confirmées par WCS).

Produits livrables

- Brand Materials : logo, slogan, jingle, chanson en accord avec la stratégie de la campagne ;
- Spots TV, spots radio, panneaux d'affichage, matériels promotionnels, stratégie digitale en accord avec la stratégie de la campagne ;

Exigences

- Expérience en création de campagnes de marketing social
- Expérience avérée dans la production de matériel de communication (Media, panneaux d'affichage, matériels promotionnels)
- Portfolio convaincant de réalisation de campagnes de communication passées
- Équipe et équipement nécessaires à la création d'une campagne
- Connaissance du contexte de Ouessou et ses environs
- Capacité de création de supports de communication en français et lingala nécessaire ; une compétence professionnelle en anglais serait bénéfique.

Propositions

Documents administratifs :

- Présentation de l'agence (1 page).
- Registre de constitution légale de l'agence de communication.
- Description de la capacité de l'agence en incluant le staff, établissements, équipements, services et matériels (1 page).
- Deux références de vos clients.

Proposition technique :

- La proposition technique doit être présentée en Français, ne devra pas excéder les dix (10) pages, et devra inclure au minimum :
 - Une proposition par rapport aux éléments nécessaires pour le branding de la campagne.
 - Le script en français d'un (1) spot radio, en ciblant une des deux audiences cibles de la campagne.
 - Le storyboard en français d'un (1) spot TV, en ciblant une des deux audiences cibles de la campagne.
 - Une proposition par rapport à l'affichage publicitaire (panneaux, "sucettes", écrans LEDs, affiches, etc).
 - Proposer au minimum trois (3) matériels promotionnels (goodies) pour la campagne avec la justification de leur contribution à l'impact positif de la campagne.
 - Une Proposition avec calendrier pour la préparation et mise en œuvre de l'événement de lancement de la campagne à Ouessou avec la presse et partenaires de la campagne.
 - Une Proposition d'une stratégie digitale d'accord aux intérêts et préférences médiatiques des deux audiences cible de la campagne.
 - Une Proposition pour tester les matériels de communication auprès des audiences cibles de la campagne.

Proposition financière :

- Les prix proposés dans la proposition financière pour la conception des matériels de la campagne devront être présentés en dollars américains (USD) et tenir compte de tous impôts et taxes payables éventuellement par le soumissionnaire au titre du contrat.
- La proposition financière doit inclure dans un seul tableau :
 - Prix détaillé de la conception des matériels de branding (logo, slogan, jingle, chanson).
 - Prix détaillé de la conception, production et diffusion de deux (2) spots TV et deux (2) spots Radio. En incluant: le nombre de répétitions des spots par jour et le choix des chaînes de radio et TV.
 - Prix détaillé de la conception, production et installation des matériaux d'affichage en incluant le nombre, dimensions et les coûts de location des sites d'affichage.
 - Prix détaillé de la production de chaque matériel (panneaux, "sucettes", écrans LEDs, affiches, entre autres). Additionnellement, cette proposition devra inclure aussi les sites d'installation et le budget détaillé avec les prix de location des lieux d'affichage pour trois (3) mois.
 - Prix détaillé des matériels promotionnels (goodies) avec les quantités à produire.
 - Coût des séances des tests des matériels de la campagne avec les audiences cibles.
 - Budget détaillé de l'événement de lancement de la campagne.

Évaluation des offres

Les offres seront évaluées par un comité de sélection composé de représentants de WCS Congo. L'évaluation technique des offres sera basée sur leur conformité aux exigences de l'appel d'offre et aux critères suivants : compréhension et interprétation de l'appel d'offre, méthodologie, et qualifications de l'agence de communication. Une note technique sera attribuée à chaque proposition conforme. Les propositions qui n'abordent pas les aspects critiques de l'appel d'offre, ou qui n'obtiennent pas un score technique minimum, seront rejetées à ce stade.

Durée du contrat et valeur approximative du contrat :

Le contrat initial est conclu pour une durée de huit (8) mois. La valeur du contrat est entre 50.000 USD et 55.000 USD

Les paiements de la WCS au contractant devront être fondés sur la prestation satisfaisante des services ou des produits certifiés par le superviseur du contrat.

Les offres techniquement valables feront l'objet d'une analyse financière pour voir l'offre la mieux disant.

Confidentialité

Les documents produits pendant la période de cet appel d'offre seront traités comme strictement confidentiels. "La WCS détiendra tous les droits, titres et intérêts sur la propriété intellectuelle développée dans le cadre de ce contrat de prestation, y compris, sans s'y limiter, tout matériel écrit, graphique, audio, visuel ou autre, rapports, contributions, ou données, créés par l'équipe prestataire dans toute activité afférente au développement de la campagne." La WCS se réserve le droit de distribution interne de toutes les propositions reçues pour son évaluation.

La WCS est un employeur qui respecte l'égalité des chances et s'efforce de recruter et de soutenir une main-d'œuvre diversifiée. Nous nous engageons à cultiver un environnement de travail inclusif et recherchons de futurs membres d'équipe qui partagent cette même valeur.

Soumissions

Les agences de communications intéressées par cet appel d'offre devront envoyer leurs offres en format PDF avant le 27 février 2023 à 16h (heure du Congo/Brazzaville) leur dossier de candidature uniquement par emailwsccongobrazza@wcs.org en copiant la Coordinatrice adjointe du programme SWM, Daniela Antonacci (dantonacci@wcs.org).

Les dossiers de candidature devront inclure TOUS les documents détaillés dans la section « Proposition » du présent document. Les dossiers incomplets ne seront pas retenus pour évaluation.

Fait à Brazzaville, le 10 février 2022

Morgane COURNARIE

Directrice Technique
Programme WCS Congo

Portée du travail

COOPÉRATION

Des hommes d'affaires saoudiens attendus au Congo

La République du Congo et le Royaume de l'Arabie saoudite sont en train d'organiser la venue à Brazzaville des hommes d'affaires saoudiens pour prospecter les opportunités d'investissement dans le secteur fluvial.

La question a été évoquée le 14 février à Brazzaville entre le ministre de l'Economie fluviale, Guy Georges Mbaka, et le consul du Congo à Djeddah, en Arabie saoudite, Mohammed El Jouhani.

« On a échangé sur les projets d'investissement entre nos deux pays. Le Congo dispose d'un fleuve riche. Nous sommes donc en train d'organiser une visite des hommes d'affaires saoudiens au Congo. On a aussi proposé au ministre d'arranger une visite des hommes d'affaires congo-

lais en Arabie saoudite pour se faire une idée du paysage économique », a indiqué le consul.

Outre le volet économique, il souhaite l'ouverture des ambassades entre le Congo et l'Arabie saoudite ainsi que d'une représentation diplomatique du Congo dans son pays.

Rappelons que c'est depuis février 1999 que les deux pays ont établi des relations diplomatiques. Dans ce cadre, le président Denis Sassou N'Guesso s'était rendu à Riyad en 2018 pour une visite de travail. Lors de

ce séjour, il avait évoqué avec son homologue de l'Arabie saoudite deux points essentiels, à savoir le renforcement de la coopération entre le royaume d'Arabie saoudite et la République du Congo ainsi que les questions d'intérêt général, notamment celles liées à la paix et à la sécurité.

Compte tenu de la solidité des relations entre les deux pays, l'Arabie saoudite a joué un rôle déterminant dans le processus d'adhésion du Congo à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui lui a permis de devenir, depuis le mois de juin 2018, membre à part entière de ladite organisation.

Lopelle Mboussa Gassia

GOUVERNANCE

Le CHU visé par une enquête parlementaire

L'Assemblée nationale a tenu, le 14 février, une réunion extraordinaire du comité de coordination, destinée à réfléchir sur la gestion de quelques établissements et entreprises à capitaux publics. Ainsi, une mission d'enquête a été initiée visant le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ainsi que quatre missions d'information ouvertes à l'encontre de deux ministères et de la Société de transport public urbain (STPU).

La réunion du Comité de coordination a été dirigée par le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba. Elle a regroupé le bureau de la chambre basse, les présidents des commissions permanentes et les responsables des groupes parlementaires. A l'occasion, les participants ont décidé, en premier, de diligenter une enquête parlementaire à la direction du CHU-B, le plus grand hôpital du Congo dont la gestion financière et managériale se pose toujours avec acuité. Il s'agira notamment, pour les parlementaires, d'avoir l'essentiel d'informations sur la gestion financière calamiteuse de la structure, dont l'impact négatif est visiblement ressenti sur la qualité de ses services sanitaires.

« Nous allons diligenter une mission d'enquête parlementaire au CHU qui, malgré son caractère d'entreprise, connaît toujours de sérieux problèmes de gestion. L'enquête à mener va nous permettre de connaître ce qui se pose réellement dans notre plus grand centre hospitalier, afin de corriger son mode de gestion. Notre objectif est de le rendre opérationnel afin qu'il soit capable de rendre des services que les Congolais attendent de lui », a précisé le deuxième secrétaire de l'Assemblée nationale, faisant le point de la rencontre.

Par la même occasion, le comité de coordination a initié trois missions d'information visant le ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation, celui du

Plan et de l'Intégration régionale ainsi que le ministère du Commerce.

Au ministère de l'Intérieur, l'Assemblée nationale voudrait avoir de plus amples informations sur la persistance du phénomène Bébés noirs. Une criminalité tenue par des jeunes qui agressent la population, violent les femmes et tuent à l'aide des machettes et autres armes blanches dans les grandes agglomérations.

La mission d'information devrait aussi comprendre pourquoi la carte nationale d'identité et le passeport sont extrêmement difficiles à obtenir.

Auprès du ministère du Commerce et des Approvisionnements, par contre, l'enquête aidera à comprendre pourquoi les prix des produits alimentaires ne baissent toujours pas malgré les dispositions prises par le gouvernement dans le cadre du plan de résilience.

A la Société de transport public urbain, gestionnaire des bus « Mal à l'aise », les députés chercheront à savoir pourquoi ces bus sont devenus rares sur le terrain.

Toutes ces enquêtes sont prêtes à être lancées. Une séance plénière sera organisée sous peu pour entériner sa mise en œuvre immédiate.

Rappelons que la chambre basse du Parlement a initié cette série d'enquêtes dans le cadre des missions qui lui sont conférées par la Constitution sur le contrôle de l'action du gouvernement.

Firmin Oyé

POINTE-NOIRE

Un accord de financement en eau potable

La signature de la lettre de collaboration pour le financement du projet Système d'alimentation en eau potable (SPA) a eu lieu à Paris, le 10 février, entre le 3PRS SA et l'IFC (Groupe Banque mondiale).

La capacité des installations de pompage et de production d'eau potable de 10 950 000 m³/an (30 000 m³/jour) permettra ainsi de renforcer les besoins d'alimentation en eau potable de la population de Pointe-Noire. Le promoteur du projet, 3PRS SA, à travers sa filiale de droit congolais 3PRS Congo Doli-

sie, a également obtenu par décret du Premier ministre, la concession de la ville de Dolisie à partir de la rivière Loubomo.

Les études APD du projet ayant pour base le concept Aquabloc (capacité de production d'eau potable de 15 000 m³/jour) sont validées par les acteurs économiques

du projet. La signature du contrat de concession et du contrat d'achat d'eau interviendra d'ici à mars.

Les autorités congolaises ont sollicité le promoteur 3PRS SA pour d'autres projets dont les études APD sont en cours de finalisation pour les présenter dès 2023 auprès du ministère de l'Energie et de l'Hydraulique et de La Congolaise des eaux SA.

Guillaume Ondze

AVIS DE RECRUTEMENT

FONCTIONNAIRE CHARGÉ DE LA COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT (ADJOINT DE 1^{RE} CLASSE), GESTION DES DONNÉES ET SUIVI ET COMMUNICATION DE RAPPORTS SUR LES RÉSULTATS

Intitulé publication : Fonctionnaire chargé de la coordination du développement (adjoint de 1^{re} classe), gestion des données et suivi et communication de rapports sur les résultats - administrateur recruté sur le plan national, NOB

Intitulé code d'emploi : FONCTIONNAIRE CHARGÉ DE LA COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT (ADJOINT DE 1^{RE} CLASSE), GESTION DES DONNÉES ET SUIVI ET COMMUNICATION DE RAPPORTS SUR LES RÉSULTATS

Département / Bureau : Système des coordonnateurs résidents

Lieu d'affectation : BRAZZAVILLE

Période de candidature : 08/02/2023-22/02/2023

Pour postuler : <https://careers.un.org/lbw/jobdetail.aspx?id=201547&lang=fr-FR>

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr



MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE (PATN)

AMI n° 010/MPTEN/PATN-UCP/23

RECRUTEMENT D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE POUR LA FORMATION EN LIGNE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

1-Contexte :

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et du Développement (BIRD) pour financer le « Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « assistance technique pour la mise en place d'une plateforme numérique pour la formation en ligne dans l'administration publique ».

2-Objectif :

L'objectif principal de la mission est d'assister le Gouvernement congolais dans la mise en place d'une plateforme d'apprentissage en ligne.

2.1-OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA MISSION

Phase 1 :

- proposer un modèle de gestion et d'intégration de contenu pédagogique de haute qualité pour le développement des compétences numériques des acteurs de l'administration publique ;
- accompagner dans le choix d'une plateforme de formation en ligne ;
- appuyer le développement des spécifications de la solution recherchée, l'identification et l'acquisition de la plateforme d'apprentissage ;
- proposer un modèle de gestion et d'exploitation de la plateforme numérique ;
- participer à la mise en place des aspects organisationnels nécessaires pour la maîtrise et mise en œuvre pérenne du projet ;
- Conseiller sur un catalogue et un contenu de formation en ligne à intégrer à la plateforme ;
- proposer les caractéristiques techniques minimales nécessaires à un éventuel hébergement de la solution (plateforme + contenus).

Phase 2 :

- Appuyer le gouvernement dans la maîtrise d'ouvrage pour la supervision de la planification, et la mise en œuvre opérationnelle et technique de la solution ;
- Appuyer et Conseiller le gouvernement pour l'identification, le développement et la mise en ligne de contenus suivant les normes d'accessibilité ;
- S'assurer que la solution cible soit configurée conformément aux besoins et opérationnelle sur l'environnement de production ;
- Appuyer l'intégration de contenu pédagogique à la plateforme numérique ;
- Appuyer la mise en place du modèle de gestion et d'exploitation de la plateforme numérique.

3-Profil du consultant :

La mission sera confiée à une Firme (un cabinet de consultant(s) ou un consortium) ayant une compétence avérée et une expérience pertinente pour l'exécution des missions similaires.

La Firme (« Consultant ») doit avoir réalisé avec succès au moins 3 projets au cours des 10 dernières années dans le domaine de la conception pédagogique ou de la technologie pédagogique/éducative, notamment dans la configuration et la mise en place de plateformes d'apprentissage en ligne, basées sur des solutions Open Source.

4- La mission est prévue pour une durée de douze (12) mois à compter de la date de démarrage de la mission. Le Consultant devra effectuer de nombreuses missions sur Brazzaville en République du Congo.

5-L'Unité de coordination du Projet des Reformes Intégrées du Secteur Public (PRISP), invite les candidats éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Les cabinets doivent fournir les informations ci-après : (i) la qualification pour exécuter les services pressentis, les missions similaires (brochures, références de l'exécution de contrats analogues, etc) ; (ii) les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet ; les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les cabinets ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculum vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Ils devront avoir déjà réalisé des missions comparables, fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée et attestations de bonne exécution.

6-Les cabinets seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018. La méthode de sélection est celle, fondée sur la qualité et le coût (SFQC).

7-Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet du document de référence à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en six (06) exemplaires dont un (01) original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 03 mars 2023 à 16 h 00 (heures locales) et porter la mention « assistance technique pour la mise en place d'une plateforme numérique pour la formation en ligne dans l'administration publique ».

Bureau Passation de Marchés
A l'attention du Coordonnateur
Projet des Réformes Intégrées du Secteur Public (PRISP). Unité de Coordination
Agence fiduciaire du projet d'accélération de la transformation numérique (PATN).
Adresse : Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo
Téléphone : (+242) 22 614 41 81/ 04 032 22 81
Adresses électroniques : marchespatn@gmail.com; contactpatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

Francis SECK-MANGOANI



MINISTRE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATN)

AMI n° 011/MPTEN/PATN-UCP/23

RECRUTEMENT D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE POUR APPUYER LE DEVELOPPEMENT ET LA GESTION D'UN PORTAIL EGOV A GUICHET UNIQUE ET D'UNE INTERFACE GOUVERNEMENTALE UNIFIEE POUR LES SERVICES AUX PERSONNES (G2P) ET AUX ENTREPRISES (G2B)

1-Contexte :

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et du Développement (BIRD) pour financer le « Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « assistance technique pour appuyer le développement et la gestion d'un portail e-gov a guichet unique et d'une interface gouvernementale unifiée pour les services aux personnes (g2p) et aux entreprises (g2b)».

2-Objectif :

L'objectif final est d'accompagner le gouvernement de la République du Congo dans la démarche de mise en place d'un portail e-gov pour fournir des services publics numériques aux personnes et aux entreprises.

Le portail national eGov devrait être conçu comme un « guichet unique » d'informations et de services en ligne sur toutes les questions gouvernementales. Le portail sera conçu comme la plateforme unique, consolidant dans un premier temps l'accès aux informations et services gouvernementaux et sera appelé dans un second temps à devenir une plateforme transactionnelle des services publics. Le portail national eGov devra être conçu de telle sorte à ce que :

- (i) les services soient présentés selon les événements de vie et non pas par Ministère,
- (ii) le développement se fasse suivant la base d'évaluation de l'expérience utilisateur et développement agile permettant de prendre en compte les feedbacks des utilisateurs,
- (iii) le portail prenne en compte les principes d'accessibilité universelle suivant les standards internationaux d'accessibilité et utilisant un langage simple et compréhensible par les utilisateurs.

a-Objectifs spécifiques de la mission

Il est proposé 3 grandes catégories d'objectifs de la mission. Les 3 catégories ne sont pas organisées dans un ordre spécifique et peuvent être mis en œuvre en parallèle en tenant en compte de la praticité, la cohérence des actions et de l'atteinte optimale de l'objectif de mise en place du portail.

Il s'agit ainsi de :

- Renforcer les capacités de l'Agence de Développement de l'Economie Numérique (ADEN) dans la gestion et la gouvernance des services publics digitaux ;
- Identifier, prioriser et simplifier les services ;
- Appuyer le processus de développement et mise en œuvre du portail de services.

3-Profil du consultant :

Le consultant sera une firme avec les caractéristiques ci-dessous :

Les firmes doivent avoir :

- Au moins trois (03) expériences démontrées dans la fourniture d'une assistance technique réussie aux gouvernements, dans au moins quatre (4) des domaines suivants : orientation stratégique pour la transformation numérique, recherche sur les besoins des utilisateurs, conception centrée sur l'humain, livraison agile, plate-forme partagée, utilisation du cloud public, service standards et normes au cours des trois (3) dernières années ;

- Au moins deux (02) expériences réussies dans la conduite de travaux similaires dans des contextes de pays en développement au cours des trois (03) dernières années.

4- La mission est prévue pour une durée de 24 mois à compter de la date de démarrage de la mission. La mission va se dérouler à Brazzaville en République du Congo et à distance avec la possibilité de se rendre dans les autres départements.

5-L'Unité de coordination du Projet des Reformes Intégrées du Secteur Public (PRISP), invite les candidats éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Les cabinets doivent fournir les informations ci-après : (i) la qualification pour exécuter les services pressentis, les missions similaires (brochures, références de l'exécution de contrats analogues, etc) ; (ii) les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet ; les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les cabinets ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculums vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Ils devront avoir déjà réalisé des missions comparables, fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée et attestations de bonne exécution.

6-Les cabinets seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018. La méthode de sélection est celle, fondée sur la qualité et le coût (SFQC).

7-Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet du document de référence à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en six (06) exemplaires dont un (01) original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 03 mars 2023 à 16 h 00 (heures locales) et porter la mention « assistance technique pour appuyer le développement et la gestion d'un portail e-gov a guichet unique et d'une interface gouvernementale unifiée pour les services aux personnes (g2p) et aux entreprises (g2b)».

Bureau Passation de Marchés
A l'attention du Coordonnateur
Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN Unité de Coordination
Adresse : Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto
Brazzaville, République du Congo
Téléphone : (+242) 22 614 41 81/ 04 032 22 81
Adresses électroniques : marchespatn@gmail.com; contactpatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

Francis SECK-MANGOUANI

GAZ NATUREL

La production en Afrique devrait plus que doubler d'ici à 2050

La part de l'Afrique dans la production mondiale de gaz naturel devrait atteindre plus de 11% en 2050 contre 6% en 2021. Mais l'essentiel de sa production sera consommé localement, en raison d'une forte demande tirée par l'accélération de la croissance économique et l'urbanisation galopante.

L'Afrique sera la seule région au monde où la production de gaz naturel devrait plus que doubler d'ici à 2050, selon un rapport publié par le Forum des pays exportateurs de gaz, une organisation intergouvernementale visant à défendre les intérêts des principaux pays exportateurs de ce produit. La production du gaz naturel sur le continent devrait passer de 260 milliards de m³ en 2021 à 585 milliards de m³ en 2050. Ce bond de 125% correspond à une croissance annuelle moyenne de 2,8%. Le rapport souligne également que la part de l'Afrique dans la production mondiale de gaz naturel passera d'environ 6% en 2021 à plus de 11% en 2050. L'Amérique du Nord, premier



Des bouteilles de gaz DR

producteur mondial de gaz, maintiendra sa position durant la période. La production de gaz naturel dans cette région devrait augmenter de 285 milliards de m³ pour atteindre 1420 milliards de m³ en 2050, mais sa part dans la production mondiale devrait chuter à 26%

en 2050 contre 28% en 2021. Le Moyen-Orient deviendra la deuxième région productrice de gaz naturel au monde, et devrait fournir 22% de la production mondiale d'ici à 2050, contre 17% actuellement -1190 milliards de m³ en 2050 contre 670 en 2021. La part de l'Eurasie, qui

assure actuellement près de 25% de la production mondiale, diminuerait à 20% en 2050, et ne croîtra que de 0,5% en moyenne par an.

La demande africaine augmentera de 152% d'ici à 2050

A l'échelle planétaire, la production de gaz naturel devrait augmenter de 1,1% en moyenne par an, pour passer de 4025 milliards de m³ en 2021 à 5460 milliards de m³ en 2050.

Le rapport « Global Gas Outlook 2050 » révèle d'autre part que la demande de gaz naturel devrait augmenter de 36% au cours des prochaines décennies pour atteindre 5460 milliards de m³ en 2050. La part du gaz naturel dans le mix énergétique mondial passerait ainsi de 23% en 2021 à 26% en

2050. En Afrique, la demande devrait enregistrer une croissance de 152% pour atteindre 415 milliards de m³ en 2050, sous l'effet de l'accélération de la croissance économique et de l'augmentation de la population urbaine. A l'inverse, la demande de gaz naturel en Europe devrait diminuer de 37% pour s'établir à 330 milliards de m³ en 2050, dans un contexte de décarbonation à marche forcée de l'économie sur le Vieux continent. Le Forum des pays exportateurs de gaz estime, par ailleurs, que les investissements dans l'amont gazier devraient atteindre 9700 milliards de dollars à l'échelle mondiale d'ici à 2050. Sur ce montant, l'Afrique devrait attirer des investissements de l'ordre de 1700 milliards de dollars durant la période sous revue.

Noël Ndong

DIPLOMATIE

Le Maroc met fin aux fonctions de son ambassadeur en France

Dans un climat de tensions entre Rabat et Paris, la mission de l'ambassadeur du Maroc en France a pris fin sans qu'un successeur ne soit désigné.

« Conformément aux hautes instructions royales, il a été décidé de mettre fin aux fonctions de M. Mohamed Benchaâboun en tant qu'ambassadeur de sa majesté auprès de la République française », a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères publié au Bulletin officiel. La date de la fin de la mission du représentant diplomatique marocain en France intervient le jour où le Parlement européen a voté une résolution appelant les autorités marocaines à respecter la liberté de la presse. « Cela ne saurait être une simple coïncidence », note le site d'information Medias 24, qui décrit « une annonce aussi sobre et froide que peuvent l'être les colères du Maroc ».

Respect de la liberté des médias

Le 19 janvier, le Parlement européen a adopté à une large majorité une résolution, non contraignante, enjoignant aux autorités marocaines de « respecter la liberté d'expression et la liberté des médias » et de mettre fin au « harcèlement de tous les journalistes ». La classe politique marocaine et certains médias ont accusé la France d'avoir « orchestré « une campagne anti-marocaine à Bruxelles ». Le président de la commission parlementaire mixte Maroc-Union européenne, Lahcen Haddad, a, d'ailleurs, accusé « l'Etat profond français » d'être à l'origine de la résolution des Euro-députés. Ce texte « n'engage aucunement la France », avait répliqué l'ambassadeur de France au Maroc, Christophe Lecourtier.

Paris avait également réfuté l'existence de toute crise avec Rabat même si la visite d'État du président Emmanuel Macron, prévue ce premier trimestre, paraît s'éloigner, d'autant plus que le royaume chérifien n'a plus d'ambassadeur à Paris et qu'aucun remplaçant n'a été encore désigné. Officiellement, la décision de mettre fin aux fonctions de Mohamed Benchaâboun est une procédure administrative normale qui fait suite à sa nomination par le roi Mohammed VI, le 18 octobre, à la tête d'un fonds souverain d'investissement, ayant pour mission de dynamiser l'économie.

N.Nd.

GABON

Les concertations politiques ouvertes à Libreville

Les rencontres politiques réclamées par l'opposition et acceptées par le chef de l'Etat, Ali Bongo, se sont ouvertes le 13 février, dans la capitale du Gabon, Libreville.

Les travaux ont été lancés au palais présidentiel sous la supervision d'Ali Bongo et connaissent la participation des leaders des partis politiques de la majorité et de l'opposition.

« Je vous confirme que je serai présente à la cérémonie en espérant qu'elle débouchera sur des mesures qui garantiront la transparence électorale pour des élections crédibles et apaisées », a confié Paulette Missambo, présidente de l'Union nationale, un des principaux partis d'opposition.

« Ce sont des moments utiles et nécessaires pour la vie de la nation », a, pour sa part, sou-

tenu Florentin Moussavou, porte-parole de la majorité présidentielle. L'ordre du jour et la durée des travaux ne sont pas encore connus.

Selon la presse gabonaise, les sujets traités devraient porter sur le toilettage du code électoral, la réforme des missions du Centre gabonais des élections, l'audit du fichier électoral ainsi que la révision des mandats. Celui du président de la République est, par exemple, illimité.

En 2023, le Gabon tiendra quatre élections: la présidentielle, les législatives, les locales et les sénatoriales.

Yvette Reine Nzaba

TCHAD

Le procès des rebelles du Fact démarre à N'Djamena

Les membres du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (Fact), arrêtés suite aux affrontements d'avril 2021, sont devant la justice tchadienne à partir du 13 février.

L'annonce a été faite par le procureur général près du tribunal de grande instance de N'Djamena, Mahamat Ahmat Abbana, au cours d'une communication à la presse.

Au total, 450 membres du Fact seront jugés. Le groupe rebelle dont sont issus des prisonniers de guerre est directement impliqué dans les attaques qui ont causé la mort de l'ancien président, Idriss Deby Itno. Les membres du Fact actuellement détenus ont été arrêtés en avril 2021. Ils seront jugés en l'absence de leur chef, Mahamat Mahdi. Ils sont poursuivis pour acte de terrorisme, mer-

cenariat, enrôlement de mineurs, atteinte à l'intégrité et à la sécurité du territoire, et assassinat du président de la République. Ces faits sont prévus et punis par les articles 2 et 4 de la loi 003 du 20 mai 2020 portant répression des actes de terrorisme. Les accusés encourent de lourdes peines d'emprisonnement allant jusqu'à la perpétuité.

En prélude à l'ouverture du procès, une audience de notification des charges s'est tenue le 9 février, à la maison d'arrêt et de correction de Klessoum où sont détenus les rebelles.

Y.R.Nz.

SANTÉ

La réhabilitation du CMMASS démarre bientôt

Un nouveau bâtiment pour la prise en charge des drépanocytaires sera construit dans l'enceinte du Centre de médecine mixte et d'anémie SS (CMMASS), connu sous l'appellation du centre Mabanga, situé à Yolo, dans la commune de Kalamu, à Kinshasa.



Denise Nyakeru Tshisekedi posant la première pierre des travaux. DR

La première pierre des travaux de réhabilitation et de rénovation du centre spécialisé dans la prise en charge des personnes souffrant de la drépanocytose ou anémie SS a été posée récemment par la première dame de la République, Denise Nyakeru Tshisekedi.

Le bâtiment qui sera incessamment érigé comprendra une réception au rez-de-chaussée, un laboratoire combiné avec une banque de sang, des salles des urgences

et soins intensifs et une salle d'accouchement. Il est prévu aussi la construction d'un box de consultation et de la pharmacie.

D'après le bureau de l'épouse du chef de l'Etat, le premier niveau sera constitué d'une centaine de chambres d'hospitalisation, du service administratif, d'une grande salle de réunions et des blocs sanitaires.

Pendant toute la durée des travaux, les malades seront internés

au centre Yolo médical, où ils seront pris en charge momentanément jusqu'à la fin des travaux qui vont durer entre dix et douze mois.

La réhabilitation du centre Mabanga, notons-le, est exécutée par l'entreprise Best Bulding Compagny qui travaille avec la mission de contrôle de la société Radeon. La superficie totale du bâtiment est de 1785 m².

Blandine Lusimana

MINES

Plus de 80 % de l'étain congolais exporté par un seul opérateur en 2022

Alphamines, le plus grand producteur d'étain en République démocratique du Congo (RDC), a exporté 22 681 tonnes l'année dernière pour une valeur de 296 millions de dollars américains.

Officiellement, la RDC compte près de sept entreprises qui exportent l'étain produit essentiellement dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Maniema et le Haut-Katanga. Outre la plus grande exportatrice qui est l'entreprise Alphamines, il y a aussi SMB, Sakima, Chemaf, MMR, Coproco et Crown mining. L'année dernière, elles ont exporté 32 854 tonnes pour une valeur marchande estimée à 428,8 millions de dollars américains, selon les statistiques du ministère des Mines. « *Le volume d'étain exporté s'est situé à 24 307 tonnes provenant de l'exploitation industrielle et ont généré des revenus de l'ordre de 318,9 millions de dollars américains* », peut-on lire. En outre, une partie du volume de l'étain produit, représentant environ 8 546 tonnes pour une valeur estimée à 109,8 millions de dollars américains, provient de l'exploitation artisanale.

Dans le secteur aurifère, deux pays, en l'occurrence les Émirats arabes unis et la Belgique, ont importé 96 % du diamant produit en 2022. Il s'agit d'un volume estimé à près de 12 millions de carats de diamant pour une valeur de 146 millions de dollars américains. La tendance de 2022 a classé la Belgique comme le deuxième plus gros importateur du diamant congolais, tandis que le pays se hisse au premier rang si l'on considère ses importations en termes de valeur. Si Dubaï et Bruxelles se taillent la part du lion, il faut préciser que quatre pays, notamment l'Inde, Israël, les États-Unis d'Amérique et le Canada, se partagent le reste des exportations, soit à peine 4 %.

Laurent Essolomwa

ENTREPRENEURIAT

Thierry Bayllon Gaibene réenfile son manteau de chef d'entreprise

Au four et au moulin, le désormais ex-bourgmestre ne dort pas sur ses lauriers. Il a vite résolu de booster ses activités entrepreneuriales pour continuer à servir les Congolais.

Après son mandat de bourgmestre des communes de Matete et de Bandalungwa, Bayllon Thierry Gaibene a revêtu son manteau de chef d'entreprise et opérateur économique. Il se concentre sur ses activités entrepreneuriales sous le label 3G Services qui a des bureaux à Kinshasa et à l'extérieur du pays. « *J'aurai dû prendre un bon repos de guerrier, après près de quinze ans dans l'administration communale, avec tous les stress accumulés. Mais je me suis dit qu'il faut vite revenir à ces amours que je n'ai pas, entre-temps, abandonnés, ceux de chef d'entreprise et d'homme d'affaires pour continuer à servir les Congolais, particulièrement les Kinois* », a expliqué le désormais bourgmestre honoraire. Le souci pour lui est de donner du travail aux Congolais et de leur offrir les services qui répondent aux standards internationaux.

Dans sa vision, le chef d'entreprise Gaibene vient de doter ses services des machines professionnelles ultra-modernes,



La machine ultramoderne de cordonnerie/Adiac

notamment dans les unités cordonnerie et reproduction des clés minute. En sus de l'agence de voyage pour la vente des billets d'avions, le fret, les services de messagerie financière et réabonnement aux bouquets de télévision, la maison 3G services met à la disposition des Congolais une cordonnerie professionnelle mixte qui offre tous les services requis. Cette maison peut, en outre, reproduire les clés pour voiture simples et à puce, les clés de voiture perdues ainsi que les clés de maison.

Basée dans la commune de la Gombe, cette unité attend, dans les jours à venir, son agrandissement avec l'acquisition d'autres machines ultra-modernes pour ses différents services. « *Nous attendons d'autres machines qui nous permettront également de prendre en charge certains jeunes pour leur formation dans les différents domaines dans lesquels nous évoluons* », a expliqué le promoteur Bayllon Thierry Gaibene.

Lucien Dianzenza



MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE (PATN)

AMI n° 012/MPTEN/PATN-UCP/23

RECRUTEMENT D'UNE FIRME CHARGÉE DE L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE NATIONALE D'HEBERGEMENT ET DE STOCKAGE DES DONNÉES PUBLIQUES ET DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES DU GOUVERNEMENT

1-Contexte :

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et du Développement (BIRD) pour financer le « Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « firme chargée de l'élaboration de la stratégie nationale d'hébergement et de stockage des données publiques et des plateformes numériques du gouvernement ».

2-Objectif :

L'objectif global est d'accompagner le gouvernement dans une meilleure gestion des données publiques.

Objectifs spécifiques

Il s'agit de manière spécifique pour cette mission de : (i) mener l'évaluation de l'état actuel de l'hébergement et stockage privé et public des données et des plateformes numériques du gouvernement, et de (ii) soutenir l'élaboration de la stratégie nationale de l'hébergement et stockage des données et des plateformes numériques du gouvernement.

3-Profil du consultant :

Le consultant devrait néanmoins répondre aux exigences suivantes :

- o Être une firme travaillant dans le secteur des TIC, notamment dans le domaine de l'infrastructure réseau/administrateur système/infrastructure cloud ;
- o Disposer de personnel ayant des compétences avérées en informatique, en génie électrique, en systèmes et réseaux, en sécurité des réseaux et des systèmes d'information ou dans un domaine connexe ou expérience équivalente requise ;
- o Disposer de personnel ayant une expérience technique d'au moins dix (10) ans dans les technologies de stockage de données telles que la mise en réseau, le stockage et la virtualisation, le cloud, la sécurité ou la collaboration (communications unifiées) est requise ;
- o Avoir au moins une expérience confirmée dans le conseil et l'accompagnement de solutions d'hébergement et de gestion des données partagées et sécurisées, y compris dans l'élaboration de directives y afférentes ;
- o Être en mesure de donner des conseils juridiques sur des questions en matière de réglementation sur la sécurité des données publiques, sur le partage et la gouvernance des données, protection des infrastructures de données et en matière de technologies de l'information au sens plus large ;
- o Avoir une expérience dans la classification de données publiques, et l'élaboration de la stratégie nationale d'hébergement et de stockage de données serait un plus ;
- o Familiarité avec les différents aspects de l'économie et de la réglementation des données, ainsi que de la transformation numérique ;
- o Avoir un personnel maîtrisant la langue française ;

o Une expérience en Afrique est fortement souhaitée, et au Congo est un plus.

4- La mission devrait se rendre sur Brazzaville en République du Congo pour des missions ponctuelles. La durée totale de la mission ne devra pas dépasser six (6) mois.

5-L'Unité de coordination du Projet des Reformes Intégrées du Secteur Public (PRISP), invite les candidats éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Les cabinets doivent fournir les informations ci-après : (i) la qualification pour exécuter les services pressentis, les missions similaires (brochures, références de l'exécution de contrats analogues, etc) ; (ii) les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet ; les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les cabinets ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculums vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Ils devront avoir déjà réalisé des missions comparables, fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée et attestations de bonne exécution.

6-Les cabinets seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018. La méthode de sélection est celle, fondée sur la qualité et le coût (SFQC).

7-Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet du document de référence à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en six (06) exemplaires dont un (01) original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 03 mars 2023 à 16 h 00 (heures locales) et porter la mention « firme chargée de l'élaboration de la stratégie nationale d'hébergement et de stockage des données publiques et des plateformes numériques du gouvernement ».

Bureau Passation de Marchés
A l'attention du Coordonnateur
Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN). (PRISP). Unité de Coordination
Adresse : Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo
Téléphone : (+242) 22 614 41 81/ 04 032 22 81
Adresses électroniques : marchespatn@gmail.com; contactpatn@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

Francis SECK-MANGOUANI

FOOTBALL

Trésor Mputu range ses crampons

Trésor Mputu Mabi ne fait plus partie de l'effectif des Corbeaux du Grand Katanga. Toutefois, il était le 12 février à côté du chairman, Moïse Katumbi, dans la tribune d'honneur du stade de Kamalondo à Lubumbashi lors de la victoire du Tout-Puissant Mazembe face à Real de Bamako, en première journée de la phase des groupes de la 20^e édition de la Coupe de la Confédération.

Le « Trésor » du football congolais a définitivement rangé ses crampons. Il a annoncé la fin de sa carrière de footballeur le 8 février, lors d'une interview avec «Nyota RTV», à Lubumbashi. C'est en larmes que le précieux joueur, l'un des plus talentueux du continent africain ces vingt dernières années, quitte la scène du ballon rond, à 37 ans.

Des hommages ont afflué pour saluer ce Congolais de génie qui a émerveillé les amoureux du football, même s'il n'a pas été médiatisé à la hauteur de son talent et de ce qu'il a réalisé en Afrique. Le technicien français Claude Le Roy l'a découvert à 19 ans et l'a intégré dans la sélection de la République démocratique du Congo, les Léopards. Il a livré le témoignage que voici sur «Radio France internationale» au sujet de cette légende congolaise du ballon rond : « La place de Trésor Mputu est parmi les plus grands joueurs africains. Il y en a qui ont été sacrés Ballon d'or africain et qui n'avaient pas son talent, loin s'en faut ».

Le technicien français a évoqué le parcours de ce joueur exceptionnel qui a choisi de rester en Afrique plutôt que d'aller évoluer en Europe. Et pourtant, des clubs en Afrique, en Europe et en Asie se sont fortement intéressés à lui: Blackburn, Hull



Les larmes de Trésor Mputu pour ses adieux au public du Stade de Kamalondo, à Lubumbashi/DR

City, Tottenham en Angleterre ; Nantes, Olympique de Marseille en France ; Olympiakos en Grèce ; CS Sfaxien, Espérance sportive de Tunis, Club africain, Étoile sportive du Sahel en Tunisie ; Galatasaray en Turquie, et au Golfe Persique. Mais Mputu n'a en définitive joué qu'à Kabuscorp en Angola, avant de rentrer au bercail, au Tout Puissant Mazembe. « La trajectoire de Trésor, c'est celle dont je rêve pour des milliers et des milliers de jeunes footbal-

leurs africains. Faire le choix de rester dans son pays parce qu'on le traitait bien, parce qu'il y a des conditions économiques plus que dignes et qu'il ne voyait pas l'intérêt de s'expatrier. C'est pour cela que je me bats depuis si longtemps ; un professionnalisme à l'africaine, adapté aux réalités africaines, qui permettrait à des milliers et des milliers de jeunes footballeurs de vivre de leur talent et de leur passion sans avoir besoin de prendre des pi-

rogues ou de traverser le désert. Un bon footballeur peut réussir en Afrique, mais il faut un président comme Moïse Katumbi, il faut un grand club comme le TP Mazembe », a fait remarquer Claude Le Roy.

Son ancien coach en club, le Franco-Sénégalais Lamine Ndiaye (finaliste malheureux de la Coupe du monde des clubs en 2010 avec Mazembe), pour sa part, a soutenu : « C'est le genre de joueur qui pouvait vous faire gagner un match, un tournoi, un trophée. Quand il avait vraiment envie, il était au niveau de meilleurs joueurs africains. Trésor pouvait jouer dans pas mal de grandes équipes en Europe. Il avait toutes les qualités pour s'imposer partout ».

TMS a été sur le point de jouer pour Arsenal de Londres sous Arsène Wenger en 2008. Après un test réussi, il n'a pas voulu rester quelques mois pour adaptation, préférant revenir à Lubumbashi où il se sentait comme un poisson dans l'eau, sous la protection du «puissant» Moïse Katumbi. Ce dernier a révélé ceci sur son joueur : « Trésor Mputu est allé même à Arsenal. Vous pouvez poser la question au coach Arsène Wenger. Il s'est entraîné avec Fabregas, Adebayor... Mais, il ne voulait pas rester en Europe. Il y a des joueurs comme

ça, qui aiment le pays, et ce sont des joueurs très rares. Pour moi, c'est une qualité. Mputu voulait continuer à servir le pays. Il y a des joueurs qui aiment leur continent. Il faut faire la part des choses entre le joueur qui aime l'argent et celui qui aime le pays ».

Avec Mazembe, Mputu a remporté deux Ligues des champions CAF (2009 et 2010), une Coupe de la Confédération (2017), deux Super coupes d'Afrique et le titre de meilleur joueur évoluant sur le continent en 2009. Il est le meilleur buteur de l'histoire des coupes africaines interclubs avec un total de 41 buts. Chez les Léopards, il compte 54 sélections et 14 buts. Il a pris part à quatre phases finales de la Coupe d'Afrique des nations, remportant la première édition du Championnat d'Afrique des nations avec la RDC, victorieuse du Ghana par 2-0 en finale, avec des coéquipiers comme Kidiaba Muteba, Mihayo Kazembé, Kasongo Ngandu, Bedi Mbenza, Mabele Bawaka, Lofu, Bongeli, Kimuaki Joel, Bokese Gladys et Kaluyituka Dioko, tous conduits par une autre légende du football congolais, à l'époque sélectionneur, Santos Muitubile. Tout a un début et une fin sous le soleil. Métronome de sa génération, «Touré ya Gaga» s'arrête.

Martin Engimo

DISPARITION

Caporal Murumba inhumé le 14 février

La dépouille du défunt comédien du célèbre Trio Dasufa, né Joseph Tombe Ntita, a été portée en terre au cimetière Kimberley le 14 février à Kinshasa, près de cinq mois après sa disparition, le 22 septembre 2022.

Le message assez bref du coordonnateur de l'association à but non lucratif Artiste en danger, Tsaka Kongo, annonçant au «Courrier de Kinshasa» l'organisation des obsèques de l'illustre disparu laissait croire que la cérémonie devait être des plus sobres. « Nous serons tous à la morgue de Mama Yemo », avait-il écrit. Il accompagnait cette annonce d'une invitation lancée aux Kininois et formulée de la sorte : « Venons lui rendre un dernier hommage ».

Les funérailles du disparu, aux dires de Tsaka Kongo, ont eu lieu « grâce à maman Olive Lembe », l'ancienne-première dame de la République démocratique du Congo. Un vrai soulagement pour plusieurs fans du Trio Dasufa exaspérés par le peu de cas accordé au décès du regretté Caporal Murumba. En effet, star au début des années 1980, le comique personnage avait rendu l'âme depuis le 22 septembre dernier, à l'hôpital du Camp Kokolo, à l'âge de 63 ans. Un extrait de la cé-

lèbre comédie musicale du Trio Dasufa que l'on peut aujourd'hui voir sur YouTube a toujours du succès. Mais avec la disparition brutale de Danga lors d'une tournée du trio, l'histoire c'était arrêtée net. De son côté, Caporal Murumba avait choisi de s'installer en Côte d'Ivoire où il a passé trente-quatre bonnes années. Il avait regagné Kinshasa sans tambours ni trompettes le 27 décembre 2020 et tenté sa réintégration dans le milieu artistique. La gloire d'autrefois ne lui avait pas permis de se refaire comme il l'aurait souhaité. C'est donc souvent avec nostalgie que son nom comme celui de ces deux autres compères est cité, évoquant de bons souvenirs pour les amateurs du sixième art.

Pas de concurrent

Il faut noter qu'à l'époque, le Trio Dasufa n'a pas connu de concurrence dans le genre et même n'en a jamais eu d'autres jusqu'ici. La comédie musicale du temps du Zaïre n'a jamais

eu d'autres brillants représentants que cette troupe comique née d'une dissidence du groupe Minzoto Wella-Wella parrainé par le même fondateur, le célèbre Père Buffalo. A l'instar de la première troupe, le Trio Dasufa avait explosé l'audimat de la Radiotélévision nationale congolaise alors Office zairois de radio et télévision. Soulignons ici que de cette joyeuse équipée, il ne reste à présent qu'un survivant, Abulangando. En effet, le comédien que l'on disait mort en Guinée est bel et bien vivant. Il a refait sa vie à Kikwit où il vivait encore l'an dernier comme en témoigne une vidéo postée sur la chaîne YouTube, La voie céleste. On le voit faire le récit de leur brève épopée et solliciter un appui du pouvoir public, regrettant d'être tombé dans l'oubli. En dépit de la vie précaire qu'il mène à Kikwit, l'artiste a révélé n'avoir pas abandonné la comédie. Il a constitué un nouveau groupe dont il assure personnellement l'encadrement.

Nioni Masela



JOSEPH TOMBE NTITA
«CAPORAL MURUMBA»
1959 - 2022
L'artiste ne meurt jamais

MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

CABINET

PROJET DE RIPOSTE D'URGENCE A LA COVID-19 (PRUC-19)
AVIS DE RECRUTEMENT N°06 UGP- PRUC-19 POUR LE
« ASSISTANT ADMINISTRATIF DU PROJET DE RIPOSTE D'URGENCE AU COVID-19 »
(PÉRIODE DE PUBLICATION DU 13 AU 19 FÉVRIER 2023)

Le Gouvernement du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » un prêt initial de dix millions quatre-cent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) afin d'accompagner ses efforts dans la mise en œuvre de certaines activités du plan national de riposte contre COVID-19 a travers le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 (PRUC-19).

Ce prêt, couvre la période de 2020 à 2023, soit trois (03) ans L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de : Prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la COVID-19, et renforcer le système national de préparation en matière de santé publique.

Depuis le début de la pandémie, des progrès importants dans le domaine des sciences ont permis l'émergence de nouvelles thérapies et la production de vaccins contre la COVID-19, ce qui représente un changement d'une importance capitale. La vaccination contre la COVID-19 a commencé dans de nombreux pays à revenu élevé en décembre 2020. Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, il faudra donner accès aux vaccins contre la COVID-19 à la population congolaise ciblée et éligible afin d'accélérer la reprise des activités économiques et sociales. C'est dans ce cadre que la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12 000 000 USD), soit à dix millions trois cent mille euros (10.300.000 euro) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et administré de manière équitable.

Le Congo a aussi reçu un Don équivalent à 3 millions USD pour renforcer son système de santé.

Enfin, un 3ème Financement additionnel équivalent à 29.67 millions USD reçu par le Congo va améliorer le traitement et les soins, notamment la capacité de livraison d'oxygène du pays et en maintenant les services essentiels. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19.

Conformément à l'Accord de financement, le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 comprend trois (03) composantes ci-après :

•Composante 1

Développer la détection précoce des cas, la capacité de diagnostic, la recherche des contacts, l'enregistrement et la notification des cas.

•Composante 2 : campagne de communication, engagement communautaire et changement de comportement

•Composante 3 : Gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation

Conformément aux plans de travail 2023/24, le Gouvernement du Congo par le biais de l'unité de Gestion du projet PRUC-19 à l'intention de recruter un(e)assistant(e) administratif(e) dudit projet.

•Description de la mission :

En tant que membre de l'équipe de l'unité de coordination du projet, l'assistant(e) administratif(e) du projet est placé(e) sous la supervision directe du Coordonnateur du PRUC-19 à qui il rend compte de ses activités.

Il /elle est responsable de toutes les activités relatives à la gestion du secrétariat du Coordonnateur :

- Relations publiques avec les structures gouvernementales, locales et privées engagées dans la mise en œuvre du projet (audiences, réunions du coordonnateur à l'intérieur et à l'extérieur du projet) ;
- Relations avec les institutions de financement.

Plus précisément, l'assistant exécute les tâches suivantes :

- Réceptionner le courrier, les appels téléphoniques et en assurer le filtrage et la transmission
- Accueillir les visiteurs ;
- Gérer l'agenda du Coordonnateur (prise de rendez-vous, organisation

des réunions, classement des courriers professionnelles, etc.) ;

- Convoquer les réunions hebdomadaires de l'UGP ;
- Rédiger et partager les comptes rendus de réunion ;
- Tenir à jour les registres et le système de classement des courriers arrivée et départ
- Saisir et mettre en forme tout le courrier et ou autres documents sortants et soumis à la signature du Coordonnateur ;
- Assurer l'expédition du courrier départ et veiller à ce que le cahier de transmission soit mis à jour ;
- Dispatcher le courrier entrant en direction des intéressés, selon les instructions du Coordonnateur
- Coordonner et superviser tous les travaux de secrétariat de l'Unité de Coordination du projet ;
- Superviser le système de traitement et de classement des rapports en provenance des partenaires du projet ;
- Organiser et centraliser la gestion de la documentation de l'UGP (y compris l'archivage).
- Profil requis du candidat :

Le ou la candidat (e) devra :

- Être de nationalité congolaise ;
- Détenteur du BAC+3 au minimum d'un diplôme dans un domaine pertinent à la gestion ou au développement ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un poste similaire en qualité d'assistant administratif ou de secrétaire de direction ;
- Avoir une maîtrise de l'utilisation des logiciels informatiques en général (Word, Excel, communication internet, etc...) ;
- Avoir une connaissance des projets de développement sur financement par les partenaires technique et financiers et avoir une connaissance pratique des procédures de la Banque Mondiale serait un atout ;
- Être capable de s'exprimer oralement et par écrite en français ;
- La connaissance de l'anglais serait un atout ;
- Être capable de travailler sous pression ;
- Être de bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel.
- Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP PRUC-19 ;
- Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Les copies des attestations de travail (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Les copies des attestations des expériences du candidat dans les domaines couverts par le poste.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion du projet PRUC-19 située à côté du Centre Scolaire Notre Dame du Rosaire-Moungali III (Avenue DRTV vers la Morgue Municipale de Brazzaville) de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville).

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste de Comptable de l'UGP- PRUC-19 » et déposés sous pli fermé à 'adresse ci-dessus ou par voie électronique « passationdesmarchesugppruc19@gmail.com » au plus tard le 6 mars 2023 à 12 heures.

Le Coordonnateur p.i de l'UGP PRUC-19,

Auguste KANGA.

JUDO

Plus de 85 arbitres en stage de haut niveau

Des arbitres du judo congolais sont depuis le 13 février à l'école du savoir. Ils participent à un stage de haut niveau sur les règles et principes de l'arbitrage, au complexe sportif de Kintélé, dans le département du Pool.

Les participants viennent de toutes les ligues départementales de judo et disciplines associées. Jusqu'au 18 février, ils prendront part au séminaire organisé sur le thème « Comment devenir un arbitre de Judo ». Organisé par le bureau exécutif de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da), ce moment de partage d'expériences est dénommé promotion Me Candapaye Marie-Joseph. Le président de la Fécoju-Da, Me Francis Neyl Ata Asiokarah, a indiqué que ce stage s'inscrit dans le chronogramme de la fédération. Selon lui, l'arbitrage est au cœur du développement d'une discipline sportive d'où la nécessité de maximiser dans la formation de tous les acteurs du judo congolais.

Pour sa part, le représentant du directeur général des Sports, Jean Luc Euloge Olingou, a salué le dynamisme et la volonté du bureau exécutif de la fédération. Il a, par ailleurs, demandé aux stagiaires de



Vue des participants/Adiac

profiter de ce moment de partage d'expériences pour renforcer leurs capacités

et apprendre les nouvelles règles pour le bien du judo congolais.

Ce séminaire qui rend hommage à un grand nom de ce sport de combat marque la

« Je pratique le judo depuis vingt-cinq ans, mais je n'ai jamais vécu ce que nous sommes en train de vivre avec le bureau actuel. Tous les départements sont concernés et personne n'est abandonné. Je suis vraiment content puisque dans les prochains mois nous serons à mesure de transmettre ces connaissances à nos élèves et assurer la relève sans difficultés »

poursuite des activités fédérales pour le compte de l'année 2023. Il a pour base les cours théoriques et pratiques, notamment des tests sur le tatami. Durant les six jours de travail, les participants apprendront les notions liées aux douze règles d'arbitrage, rôle et missions d'un officier de table, l'éthique, les nouvelles règles pour le cycle des Jeux olympiques 2022-2024, l'organisation d'une compétition de judo et bien d'autres. « Je pratique le judo depuis vingt-cinq ans, mais je n'ai jamais vécu ce que nous sommes en train de vivre avec le bureau actuel. Tous les départements sont concernés et personne n'est abandonné. Je suis vraiment content puisque dans les prochains mois nous serons à mesure de transmettre ces connaissances à nos élèves et assurer la relève sans difficultés », a lancé un participant après le discours du président de la fédération.

Rude Ngoma

ATHLÉTISME

La Congolaise Natacha Ngoye Akamabi sacrée championne de France du 60 mètres

La sprinteuse congolaise s'est imposée en 7 secondes 43 lors de la finale du championnat de France en salle, dimanche à Miramas.

Double médaillée d'or aux Jeux de la Francophonie 2017, Natacha Ngoye Akamabi a le regard tourné vers les Jeux Olympiques 2024. A quelques centaines de kilomètres de Paris, ville hôte des prochains JO, la sprinteuse de 29 ans a marqué les esprits avec son titre de championne de France.

En salle, le sprint se court sur 60 mètres, et non 100, que la Ponténégrine a parcouru en 7 secondes 43.

Licenciée depuis quelques mois au sein du club normand du Stade Sottevillais 76, la Congolaise avait couru moins vite en série (3e en 7"55, puis en demi-finale, 2e en 7"51). La semaine dernière, celle qui bénéficie d'une bourse du Comité international olympique, a participé au Meeting de l'Eure, à Val de Reuil. Malgré le soutien du Consul honoraire du Congo à Dieppe, Emmanuel Brouiller, la Congolaise avait été éliminée au stade des séries en 7"48.

Notons que la finale avait été plus rapide le 6 février, puisque remportée en 7"28. Représentante du Congo aux JO 2012 et désormais multiple championne du Portugal, Loren Bazolo s'était d'ailleurs classée à la 5e place de cette finale en 7"36.

A Nantes, fin janvier, les deux sprinteuses avaient fait jeu égal en finale du 60 mètres : Natacha Ngoye Akamabi, classée 5e, et Lorene Bazolo, 6e, avaient été chronométrées en 7"42.

Camille Delourme



Natacha Ngoye Akamabi a remporté la finale du 60 mètres lors des championnats de France en salle, à Miramas (DR)

La Congolaise au Meeting de Val-de-Reuil entourée de son entraîneur, Amadou Mbaye, et du Consul honoraire du Congo, Emmanuel Brouiller «le Docteur des yeux» (DR)

MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION
CABINET
PROJET DE RIPOSTE D'URGENCE A LA COVID-19 (PRUC-19)

**AVIS DE RECRUTEMENT N°05 UGP- PRUC-19
POUR LE « SPECIALISTE EN SUIVI ET EVALUATION DU PROJET DE RIPOSTE D'URGENCE AU COVID-19 »
(PÉRIODE DE PUBLICATION DU 13 AU 16 FÉVRIER 2023)**

Le Gouvernement du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » un prêt initial de dix millions quatre-cent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) afin d'accompagner ses efforts dans la mise en œuvre de certaines activités du plan national de riposte contre COVID-19 a travers le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 (PRUC-19).

Ce prêt, couvre la période de 2020 à 2023, soit trois (03) ans L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de : Prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la COVID-19, et renforcer le système national de préparation en matière de santé publique.

Depuis le début de la pandémie, des progrès importants dans le domaine des sciences ont permis l'émergence de nouvelles thérapies et la production de vaccins contre la COVID-19, ce qui représente un changement d'une importance capitale. La vaccination contre la COVID-19 a commencé dans de nombreux pays à revenu élevé en décembre 2020. Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, il faudra donner accès aux vaccins contre la COVID-19 à la population congolaise ciblée et éligible afin d'accélérer la reprise des activités économiques et sociales. C'est dans ce cadre que la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12 000 000 USD), soit à dix millions trois cent mille euros (10.300.000 euro) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et administré de manière équitable.

Le Congo a aussi reçu un Don équivalent à 3 millions USD pour renforcer son système de santé.

Enfin, un 3ème Financement additionnel équivalent à 29.67 millions USD reçu par le Congo va améliorer le traitement et les soins, notamment la capacité de livraison d'oxygène du pays et en maintenant les services essentiels. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19.

Conformément à l'Accord de financement, le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 comprend trois (03) composantes ci-après :

- Composante 1 : Développer la détection précoce des cas, la capacité de diagnostic, la recherche des contacts, l'enregistrement et la notification des cas.
- Composante 2 : campagne de communication, engagement communautaire et changement de comportement
- Composante 3 : Gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation

Conformément aux plans de travail 2022/23/24, le Gouvernement du Congo par le biais de l'unité de Gestion du projet PRUC-19 à l'intention de recruter un spécialiste en suivi & Evaluation.

•OBJECTIF DU POSTE

Contribuer à la mise en place et à la gestion efficace d'un système de suivi-évaluation adapté aux besoins de l'UGP PRUC-19 pour un meilleur suivi des activités et du cadre des résultats du projet.

•TACHES ET RESPONSABILITES :

Sous la supervision du coordonnateur de l'UC PRUC-19, le Spécialiste en Suivi-Evaluation est chargé de définir et mettre en œuvre le dispositif de suivi-évaluation des projets qui sont sous la coordination de l'UC PRUC-19 et mis en œuvre par les Directions et Programme du Ministère de la santé.

A cet effet, en collaboration avec les autres spécialistes des projets, le Spécialiste en suivi-évaluation assume entre autres les responsabilités suivantes :

- Elaborer le manuel de suivi-évaluation, veiller à sa mise à jour périodique et à son utilisation pour l'élaboration des plans de suivi-évaluation annuels, semestriels, trimestriels et mensuels y compris les cadres de résultats ;
- Veiller à l'élaboration des outils de suivi-évaluation y compris les formats de rapport périodique et de documentation de mise en œuvre des projets et veiller à leurs diffusions en interne et en externe ;
- Veiller à l'élaboration des tableaux de bord, des rapports consolidés et les rapports du projet (y compris les indicateurs de performance) conformément aux dispositions du manuel de suivi-évaluation et veiller à leur diffusion ;
- Organiser les réunions, visites, missions de suivi et supervision du projet et veiller à la diffusion des constats effectués et au suivi des recommandations formu-

lées ;

- Centraliser, stocker et analyser les données du projet et mettre à jour les données de référence des projets ; Alimenter le cadre de résultats ;
- Recueillir périodiquement sur la base d'enquêtes ou de consultations les avis, suggestions des bénéficiaires du projet et autres partenaires
- Définir et superviser la mise en œuvre de mécanisme de capitalisation des bonnes pratiques des projets mis en œuvre et veiller à leur partage ;
- Avoir une parfaite maîtrise de Excel et une connaissance du DHIS-II
- Participer à l'élaboration ou la révision des PTBA ;
- Rédiger annuellement, semestriellement et trimestriellement des rapports d'activités.

•PROFIL DES CANDIDATS

Le Spécialiste en suivi-évaluation doit justifier d'une expérience dans la conception et la mise en œuvre de systèmes de suivi-évaluation des projets et programmes de santé. Il doit également avoir des connaissances de l'approche de cadre logique, de l'analyse de l'information et de rédaction de rapports.

Il doit notamment :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau minimum BAC + 3 en économie, statistiques, gestion, travaux publics, hydraulique ou équivalent ;
- Disposer d'une expérience professionnelle générale d'au moins cinq (5) ans dans le domaine du suivi-évaluation ;
- Disposer d'une expérience spécifique d'au moins trois (3) ans dans le suivi des activités des projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux est un atout ;
- Disposer d'une bonne expérience dans la conception, l'exécution et la conduite des enquêtes ;
- Avoir une bonne maîtrise du cycle des projets (formulation, supervision, auto-évaluation par les bénéficiaires, évaluation à mi-parcours, et final) ;
- Avoir une grande capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction des rapports ;
- Avoir des aptitudes confirmées de l'utilisation de l'outil informatique en général et des logiciels de suivi-évaluation en particulier ;
- Avoir une aptitude à travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance de la langue française (écrit et parlé)
- Être capable de voyager aux besoins et avoir une connaissance de la pyramide sanitaire au Congo ;
- La connaissance des procédures de la banque mondiale est un atout ;
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP PRUC-19 ;
- Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Les copies des attestations de travail (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Les copies des attestations des expériences du candidat dans les domaines couverts par le poste.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion du projet PRUC-19 située à côté du Centre Scolaire Notre Dame du Rosaire-Moungali III (Avenue DRTV vers la Morgue Municipale de Brazzaville) de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville).

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste de Comptable de l'UGP-PRUC-19 » et déposés sous pli fermé à 'adresse ci-dessus ou par voie électronique « passationdesmarchesugppruc19@gmail.com » au plus tard le 6 mars 2023 à 12 heures.

Le Coordonnateur p.i de l'UGP PRUC-19,

Auguste KANGA.

PARUTION

Deux malentendants publient
« Et quand nos espoirs
embrassent le droit »

Paru aux éditions Les impliqués en France, « Et quand nos espoirs embrassent le droit » est un livre de 178 pages écrit par Ulrich Bahoumissa Ngouami et Raymonde Ankoli Bouta, deux personnes malentendantes. Ce livre met en exergue le problème d'accès des sourds-muets à l'éducation et à la santé.

Les personnes sourdes ou malentendantes sont des gens vivant avec un handicap auditif et verbal (surdité). Leur vulnérabilité se caractérise par leur incapacité à écouter et à parler le langage naturel lorsqu'on se communique. Les sourds-muets ne jouissent pas complètement de leurs droits en République du Congo. S'il y a des lycées et universités publics ou privés un peu partout pour des jeunes normaux, ce n'est pas le cas pour des enfants vivant avec handicap de surdité. « Nous avons remarqué que partout au pays, l'Etat construit des écoles, notamment des lycées, des universités mais pourquoi pas pour les sourds-muets ? Nous avons besoin d'un lycée technique et professionnel comme dans les autres pays, nous souhaitons un changement positif dans la communauté », a dit Ulrich Bahoumissa Ngouami.

Ce livre est un témoignage sur la situation que vivent des sourds-muets mais surtout un plaidoyer pour leur éducation et leur intégration dans la société. En écrivant ce livre, Ulrich Bahoumissa Ngouami et Raymonde Ankoli Bouta ont compris une chose : communiquer davantage pour informer le public et rendre la cause des sourds-muets plus visible.

À travers ce livre, les deux auteurs demandent aux autorités congolaises de permettre aux enfants en situation de handicap verbal ou auditif de trouver pleinement leur place dans la société, grâce à un accès à une éducation adaptée et un accompagnement vers la vie professionnelle.

Notons que « Et quand nos espoirs embrassent le droit » a été présenté au public, il y a quelques jours, au cours d'une cérémonie de dédicace en présence de Gaston Yomo, président du Réseau des associations des personnes vivant avec handicap Pointe-Noire/Kouilou. Il a reconnu et encouragé le talent des sourds-muets qui se sont mis en valeur quant à la rédaction et l'élaboration de cet ouvrage.

Hugues Prosper Mabonzo

CONTE

Kayro en tournée à Marseille

Du 22 au 25 février, le conteur Kayro va jouer au Théâtre des Chartreux à Marseille, en France, le spectacle « Les animaux en folie », qui embarquera le public dans un safari conté autour du règne animal en perpétuelle effervescence dans une jungle toujours agitée.

La sanza Bantu réveille les génies de la savane, les maracas font danser les animaux du fleuve, la mandole défie les oiseaux. Un voyage jaillissant des sources de l'Afrique qui émoustille les oreilles des petits et des grands... Un maigre lion boulimique, un singe hyper-actif, un porc-épic nerveux, un hippopotame naïf et bien d'autres fois pour mieux comprendre les animaux du monde.

Comédien, conteur, slameur, musicien, compositeur, Roland Kaya dit Kayro est un artiste au registre complet qui sème la joie et la gaieté lors de ses prestations scéniques. Guitare en mains, il conte à la manière des grands tribuns de naguère. Aux sons de sa Sanza, il transporte le public dans les pittoresques forêts et savanes africaines ainsi que d'ailleurs. Excellent musicien, il a également évolué dans le groupe de hip-hop Légitime brigade avant d'embrasser le théâtre pour assouvir sa passion des arts



scéniques.

C'est en 1996 que Kayro a fait ses premiers pas au théâtre dans la troupe théâtrale E2 Enfant de l'Ennui aux côtés de Marcel Mankita Wasta, Nestor Mabiala, Abdon Fortuné Koumbha, Julien Mabiala Bissila, Jean Jules Koukou. Quand surviennent les événements politi-

co-militaires de 1997, il vient à Pointe-Noire et intègre la compagnie de conte Africa Graffitis en 1999 que venait de créer les frères Mabiala: Nestor et Jorus. Tous les trois ont participé à plusieurs événements culturels au pays et en Afrique.

Avec le collectif Styl'Oblique Pointe-Noire, Kayro a vulgarisé le slam. Il a écrit ses premières lettres de noblesse en 2007, 2008, 2009. La tournée de Libreville, en compagnie de dix-huit slameurs venus de six pays, est le couronnement de la vitalité du slam congolais dont il est l'un des fleurons. De cette rencontre d'artistes sortira l'album «Slamophobie».

Après sa tournée française dite Fiesta Bantu en 2010

avec la compagnie de conte Africa Graffitis, Kayro gagne en maturité et son art s'est professionnalisé davantage. Deux ans plus tard, il y retourne pour s'y établir et faire partager sa passion du conte aux adultes et enfants vivant dans l'hexagone.

Hervé Brice Mampouya

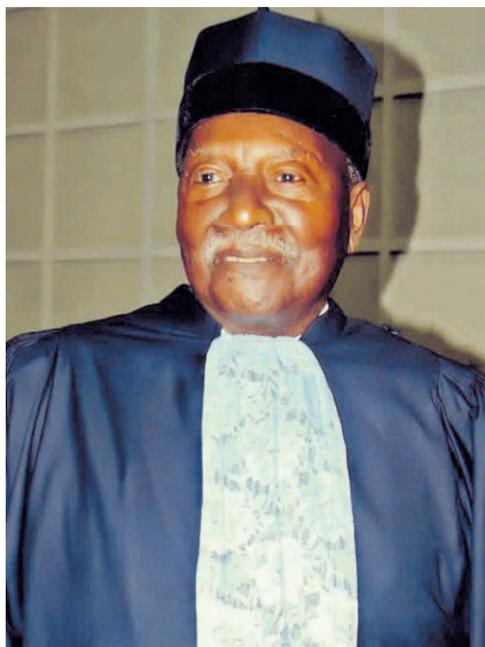
NECROLOGIE

La Chambre nationale des notaires du Congo a la tristesse de porter à la connaissance des notaires du Congo, à la grande famille de la Justice ainsi qu'aux usagers, parents, amis et connaissances le décès de Me Marcel Roger Gnali Gomes, président honoraire de la chambre nationale des notaires du Congo, survenu le 30 janvier 2023 à Pointe-Noire des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial à Pointe-Noire, avenue Jean Félix-Tchikaya, à côté de Lina services, quartier Mvoumvou.

Ladite chambre présente ses condoléances les plus attristées à la famille biologique de l'illustre disparu.

Fait à Brazzaville, le 12 février 2023
Le secrétaire à la Communication,
Me Giscard Bavoueza-Guinot



Brice Kibouatou, agent des Dépêches de Brazzaville, Mireille Bardon Kibouatou (Lafine), Michelle Kibouatou, Jacquet Mampouya, Cécilia Banzouzi et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur grande-soeur, mère et grand-mère Marceline Kibouatou (Mace), survenu le 11 février 2023 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient dans la rue Kingoma n° 155, vers Comus, avenue des pylones.



REMERCIEMENTS

Léa Nzoumba Milandou, Oscar Samba Kayi, Arsène Samba Kayi, Flore Bileko et la famille Samba Kayi remercient les parents, amis et connaissances qui les ont assistés physiquement, matériellement et moralement lors du décès de leur père, Albert Samba Kayi, survenu le 28 janvier 2023 à Brazzaville. L'inhumation a eu lieu le jeudi 9 février au village Malonga-Bête. La famille exprime sa reconnaissance.



Les familles Aboni, Imboka, Ngokoba, Imbenga, Otsasso et Stanislas Okassou ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances de Brazzaville, Makoua et Ouessou du décès de Mme Audrey Aboni Epira, survenu le 6 février 2023, à Brazzaville. Le deuil se tient au domicile familial sis n° 139 de la rue Oyomi à Talangaï. Référence : arrêt de bus Emboto. Le programme et la date des obsèques seront communiqués ultérieurement.

COOPÉRATION

La vice-présidente du Gabon reçue à Brazzaville

La vice-présidente du Gabon, Rose Christiane Ossouka Raponda, a été reçue le 14 février à Brazzaville par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso. Elle a été porteuse d'un message écrit du président gabonais, Ali Bongo Ondimba, à son homologue du Congo.

La vice-présidente du Gabon a rappelé à l'issue de l'audience que les deux pays entretiennent des relations cordiales et fraternelles. Selon elle, son pays et le Congo partagent des points de vue communs sur un certain nombre de questions, notamment dans le domaine de l'environnement.

« Les questions environnementales sont très importantes. Le président Emmanuel Macron avait décidé, lors d'une réunion internationale, que le Gabon et la France organisent à Libreville, de manière co-responsable, une rencontre que nous appelons "One forest summit" pour trouver des solutions dans le cadre de la préservation du secteur forestier et de la biodiversité », a indiqué Rose Christiane Ossouka Raponda.

« C'est très important. Cette réunion aura lieu entre le 1er et le 3 mars prochain. Il faudrait trouver des financements innovants pour nos deux pays dont le massif forestier est important en matière de crédit carbone », a-t-elle ajouté.

Président de la Commission climat du Bassin du Congo, le président Denis Sassou N'Guesso prendra part à ces assises de la capitale gabonaise aux côtés d'autres chefs d'Etat et des spécialistes des questions environnementales.

La Rédaction



La vice-présidente du Gabon lors de l'audience avec le chef de l'Etat congolais/DR

FÉCOFOOT

La double confrontation Congo-Soudan du Sud au menu des échanges

La double confrontation du mois de mars entre le Congo et le Soudan du Sud, comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), figure parmi les points qui sont débattus à la deuxième session du Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), ouverte le 14 février à Brazzaville.

« Au cours de cette réunion, nous allons traiter des questions importantes liées aux perspectives du développement durable de la gestion de notre football. Je suis convaincu que grâce à l'esprit pertinent d'ouverture et d'objectivité dont vous ferez preuve dans les débats, notre session connaîtra le plein succès attendu », a déclaré Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot.

Les membres de la Fécofoot ont prévu de définir les stratégies pour mettre toutes les chances de leur côté lors de la double confrontation, en mars, entre le Congo et le Soudan du Sud, comptant pour les troisième et quatrième journées des éliminatoires de la CAN Côte d'Ivoire 2024. Les Diables rouges sont deuxième de leur groupe, à égalité de points avec la Gambie (trois points), derrière le Mali



Les membres de la Fécofoot en pleine réunion/Adiac

qui en compte six.

La victoire lors des deux matches permettra au Onze congolais de faire un pas important vers la CAN qu'il n'a plus disputée depuis 2015. Le match de la troisième journée est prévu le 21 mars,

au stade Alphonse-Massamba-Débat de Brazzaville, avant la manche retour prévue le 26 mars à l'extérieur. La Fécofoot débattre aussi de la participation des Diables rouges aux phases finales de la CAN des moins de 20 ans

qui débute le 19 février en Egypte mais aussi à la CAN des U-17 prévue en avril, en Algérie. Cette première réunion de l'année, qui s'achève ce 15 février, permettra d'harmoniser les idées sur le projet visant la profession-

nalisation du football congolais et la mise en place d'un groupe de travail pour l'organisation d'un match de gala. Les participants adopteront aussi les nouveaux statuts de la Fécofoot, le code électoral, les rapports de mission du Championnat d'Afrique des nations et du Championnat zonal U-17. Ils adopteront aussi les rapports d'activités et financiers 2022 et le budget 2023, sans oublier le procès-verbal de la réunion inaugurale du Comité exécutif. « Comme il en est besoin, je vous lance à toutes et à tous un vibrant appel pour que chacun apporte davantage de sérieux, son sens de responsabilité à nos travaux, dans une ambiance de libre confrontation d'idées et d'opinions, en respectant les points de vue divergents et convergents des uns et des autres », a conclu le président de la Fécofoot.

James Golden Eloué